

Rapport Annuel d'Activités

2014

DG SAFE

Table des matières

0.	SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	3
1.	OBJECTIFS	4
1.1.	Objectifs de la Direction générale	4
1.2.	Evaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés	5
2.	ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS - UTILISATION DES RESSOURCES	6
2.1.	Environnement de la Direction générale	6
2.2.	Ressources humaines de la DG	8
2.3.	Exécution budgétaire 2014	8
2.3.1.	Crédits finaux et crédits initiaux	9
2.3.2.	Crédits finaux et crédits engagés	9
2.3.3.	Crédits engagés et paiements effectués	9
2.3.4.	Utilisation des crédits reportés automatiquement et non- automatiquement de 2013 à 2014	9
2.3.5.	Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées	10
2.4.	Résultats obtenus	10
3.	ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COUT- EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART.66.9 RF)	12
4.	CONCLUSIONS	13
5.	DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ	14
6.	ANNEXES	15
6.1.	Relevés d'exécution budgétaire 2014	15
6.2.	Rapport sur le respect des délais de paiement	23
6.3.	Liste des exceptions - dérogations à la réglementation	24
6.4.	Obligations contractuelles de longue durée.....	25
6.5.	Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP	27
6.6.	Résultat des évaluations ex-post (non applicable).....	28
6.7.	Fonctions sensibles	29
6.8.	Evaluation de la mise en oeuvre des normes minimales de contrôle interne	30
6.9.	Programmation des marchés.....	32
6.10.	Tableau des Key Performance Indicators	33

0. SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Code	Appropriation type	Type de crédits	Formula	EUR or %
	Appropriations of 2014	Crédits 2014		
A	Initial appropriations	Crédits initiaux		35.957.000,00
B	Final appropriations	Crédits finaux		31.892.800,00
C	Commitments	Engagements		31.518.960,12
D	Commitments in % of final appropriations	Engagements en % des crédits finaux	D=C/B	99%
E	Payments	Paiements		26.519.866,00
F	Payments in % of commitments	Paiements en % des engagements	F=E/C	84%
G	Cancellations of 2014 final appropriations	Annulations de crédits finaux 2014	G=B-C-K	373.839,88
H	Cancellations appropriations in % of final appropriations	Annulations en % des crédits finaux	H=G/B	1,2%
	Appropriations carried over from 2014 to 2015	Crédits reportés de 2014 à 2015		
I	Automatic carryovers from 2014 to 2015	Crédits reportés automatiquement de 2014 à 2015	I=C-E	4.999.094,12
J	Automatic carryovers from 2014 to 2015 in % of commitments	Crédits reportés automatiquement de 2014 à 2015 en % des engagements	J=I/C	16%
K	Non-automatic carryovers from 2014 to 2015	Crédits reportés non-automatiquement de 2014 à 2015		
L	Non-automatic carryovers from 2014 to 2015 in % of final appropriations	Crédits reportés non-automatiquement de 2014 à 2015 en % des crédits finaux	L=K/B	-
	Appropriations carried over from 2013 to 2014	Crédits reportés de 2013 à 2014		
M	Automatic carryovers from 2013 to 2014	Crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014		5.731.978,74
N	Payments against automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014		5.331.608,19
O	Payments against automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	O=N/M	93%
P	Cancellations of automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	P=M-N	400.370,55
Q	Cancellations of automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés automatiquement de 2013 à 2014	Q=P/M	7%
R	Non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014		0,00
S	Payments of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014		0,00
T	Payments against non-automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	T=S/R	-
U	Cancellations of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	U= R-S	-
V	Cancellations of non-automatic carryovers from 2013 to 2014 in % of non-automatic carryovers from 2013 to 2014	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2013 à 2014	V=U/R	-
	Assigned revenue in 2014	Recettes affectées 2014		
W	Appropriations from assigned revenue in 2014 (current)	Crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées courants 2014		317.006,21
X	Assigned revenue carried over to 2014	Crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées reportés à 2014		154.168,50
Y	Commitments on assigned revenue carried over to 2014	Engagements reportés à 2014 sur crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées		0,00
Z	Payments in 2014 against appropriations from assigned revenue (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2014 (courants et reportés)		154.168,50
AA	Payments in 2014 against assigned revenue in % of assigned revenue in 2014 (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2014 en % des crédits de recettes affectées 2014 (courants et reportés)	AA= Z/(W+X+Y)	33%

1. OBJECTIFS

1.1. Objectifs de la Direction générale

1) Veiller à la bonne application des décisions du Bureau des 20 mai et 18 novembre 2013 créant une nouvelle DG de la sécurité:

- en consolidant les structures, compétences et activités requises et en appliquant de nouvelles méthodes de travail, en conformité avec le concept de sécurité globale adopté par le Bureau, pour créer de véritables synergies entre les unités et les services;
- en élaborant une nouvelle politique de gestion et de planification des ressources alignée sur le concept de sécurité globale et sur le processus d'internalisation, en mettant notamment l'accent, pendant la phase de transition en 2014, sur l'intégration des différents besoins propres aux agents de sécurité externes ou au personnel du Parlement travaillant en parallèle;

en veillant à une gestion efficace des ressources budgétaires et financières, adaptée aux nouveaux besoins en matière de sécurité.

2) Poursuivre l'application de la décision du Bureau sur le processus d'internalisation de la sécurité du Parlement:

- en exécutant le plan d'action pour sa mise en œuvre approuvé par le Bureau, dans le but de créer une véritable culture de la sécurité et de sensibiliser à ce sujet députés et membres du personnel, conformément au concept de sécurité globale;
- en veillant à la bonne adaptation et intégration des nouveaux agents contractuels par leur recrutement, leur formation régulière et l'échange d'informations et la communication concernant les méthodes de travail en matière de sécurité et les procédures internes au Parlement.

3) Élaborer une véritable stratégie de communication constituant le fondement de la nouvelle culture de la sécurité:

- en élaborant des outils informatiques et de communication appropriés, inspirés des projets menés en 2013 qui ont fait leurs preuves, en l'occurrence "Accès au PE", et par conséquent, en simplifiant l'accès aux informations et les exigences en matière de sécurité;
- en poursuivant la révision et la consolidation des règles de sécurité, y compris en ce qui concerne les badges d'accès, conformément au concept de sécurité globale.

4) Mettre en place une nouvelle stratégie de sécurité incendie et de premiers secours, conformément à la décision du Bureau:

- en créant la structure requise pour répondre aux besoins du Parlement tout en continuant d'externaliser sa sécurité dans ce domaine, et en favorisant la coopération avec les autorités locales;
- en élaborant des formations et une préparation sur mesure dans le domaine de la sécurité incendie et des premiers secours dans le but de renforcer la sécurité du Parlement en la matière.

5) *Fournir des technologies de pointe en matière de sécurité:*

- en présentant au Bureau, fin 2014, un plan d'action ayant pour objectif de remanier les systèmes de contrôle de l'accès au Parlement;
- en appliquant les décisions que le Bureau est susceptible d'adopter dans le domaine de la sécurité de l'information.

1.2. Evaluation de la faisabilité et des risques potentiels associés

Pour les activités liées à la mise en œuvre des 5 objectifs fixés pour 2014 (voir point 2.1.), des risques potentiels ont été individualisés, à savoir :

Objectif 1 (risque faible):

Le risque lié à l'insuffisance du nombre de postes disponibles: malgré toutes les mesures prises afin que la nouvelle DG puisse répondre à ces tâches, il reste le fait que la création des nouvelles unités dépend de l'opérativité et de la disponibilité des nouveaux postes et du délai nécessaire aux procédures de recrutement, notamment pour la Direction B "Prévention, premiers secours et sécurité incendie". La non maîtrise de ce risque pourrait retarder la mise en place de nouvelles politiques. Les demandes et contacts préalables ont été anticipés de façon à éviter une telle situation.

Le risque lié à l'absence de managers dans les nouvelles unités (hors Luxembourg qui n'est pas internalisé) a été anticipé par une organisation assurant la continuité de service tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, à savoir, la prise en charge du personnel des unités concernées par les managers de Bruxelles.

Objectif 2 (risque faible):

Le risque lié à cet objectif serait l'impossibilité de recruter les candidats prévus en raison de forces majeures. Des mesures correctives ont été prises tant au niveau des procédures de recrutement que de leur programmation au travers de:

- la coopération étroite entre les DGs PERS/INLO/SAFE afin de respecter le calendrier de recrutement
- l'existence d'une liste de réserve d'agents de surveillance et de prévention permettant, en cas de défection de l'un d'entre eux, de faire immédiatement appel à un autre candidat
- la maîtrise au quotidien de toutes les actions réalisées par les agents permettant la polyvalence.

Objectif 3 (risque faible):

Le risque serait de se trouver dans l'impossibilité de mettre en place la stratégie de communication prévue, ce qui aurait pour conséquence d'empêcher le changement de culture requis par le *Nouveau concept global de sécurité* tant à l'intérieur de la DG que dans le reste du Secrétariat général. Pour éviter cette situation, des outils ont été mis en place ou sont en cours d'élaboration grâce:

- au lancement au niveau des Directeurs généraux du « *Security Management Steering Commitee* » le 05/02/2014
- à la création d'un réseau InterDGs de responsables de la sécurité, le « *Network of Security Correspondents* »
- au lancement d'un site intranet informatif accessible à tous
- au développement de la cellule "*Need to Know*" centralisant toutes les activités et événements qui se déroulent au sein du Parlement.

Objectif 4 (risque faible):

Le risque majeur serait lié à l'absence de mise à disposition de personnel statutaire ou à des retards dans le pourvoi des postes qui auraient pour conséquence d'empêcher le lancement de nouvelles politiques. Voir §1.

Objectif 5 (risque moyen):

Le risque pour cette action est étroitement lié à la décision que prendra le Bureau en matière de stratégie à suivre en ce domaine. En l'absence de ces informations, la réalisation de cet objectif ne peut débuter et les besoins et recrutement des experts non anticipés.

**2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS -
UTILISATION DES RESSOURCES**

2.1. Environnement de la Direction générale

L'année 2014 se caractérise par l'organisation du point de vue opérationnel et structurel de la DG SAFE créée au 1er décembre 2013 et la mise en œuvre du plan d'action suite à la décision du Bureau de juin 2012 relative à l'internalisation des services de sécurité. En outre, l'année 2014 se caractérise aussi par une gestion mixte des services de sécurité entre internalisation et externalisation.

En ce qui concerne l'organisation structurelle de la DG, les 3 Directions de la Direction générale ont été constituées sur base d'un transfert du personnel de l'ancienne Direction Sécurité et d'une partie de l'ancienne Direction Ressources de la DG PRES.

Conformément aux instructions reçues dans le cadre de la préparation des mesures d'organigrammes 2015 qui ne prévoyaient pas de création de nouveaux postes, pour faire face aux besoins strictement opérationnels et fonctionnels, la DG SAFE a procédé à des opérations de redéploiements internes et à la revalorisation de 5 postes AST en AD. Pour répondre aux besoins urgents de renforcement de certains secteurs d'activité, notamment de la Direction B "Prévention, premiers secours et sécurité incendie", la DG a également procédé à des opérations de "frontloading", sacrifiant ainsi momentanément (en attendant le renforcement strictement indispensable de l'organigramme) certains autres secteurs d'activité également essentiels. Ces opérations ont notamment permis de pourvoir le poste de Directeur de la Direction A "Proximité et assistance, Sécurité et sûreté" ainsi que 9 des 13 postes de Chef d'unité (les procédures pour les 4 postes restants ont été clôturées et ils seront pourvus début 2015).

Dans le cadre des mesures d'organigrammes 2016, la DG SAFE a demandé un certain nombre de postes supplémentaires afin de pouvoir consolider sa structure interne et être en mesure de remplir sa mission sensible, délicate et complexe (tenant compte du fait que, dès l'achèvement de l'internalisation, la DG SAFE comptera environ 750 personnes).

Du point de vue opérationnel, l'année de référence s'est caractérisée par une série d'actions visant à la bonne planification du déploiement des ressources sur base de l'évaluation des risques et des besoins de l'activité parlementaire: élaboration des consignes, définition d'horaires appropriés, rédaction d'un guide de sécurité destiné, d'une part, aux Députés et membres du personnel et, d'autre part, aux visiteurs, dotation des tenues de service des agents de surveillance et prévention, mise à disposition des instruments informatiques et techniques propres à la gestion opérationnelle quotidienne de la sécurité etc...

Le plan d'action adopté en 2012 prévoyait une mise en œuvre progressive sur la période 2013-2016 à Bruxelles et à Strasbourg. Ce plan a été strictement respecté. En effet, l'internalisation sur ces deux sites sera finalisée pour le premier semestre 2015. En outre, les économies prévues par ce plan d'action se sont confirmées (à périmètre constant) en 2014.

Pour mémoire, le processus d'internalisation englobe un large éventail d'actions, allant d'une vaste procédure de sélection et de recrutement d'agents contractuels du Parlement sur deux lieux d'affectation à la planification d'une activité 24h/24, 7 jours sur 7.

Dans le cadre du processus d'internalisation, le premier service à avoir été internalisé, tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, est le Dispatching. Cette unité assure la surveillance permanente de l'intérieur des bâtiments ainsi que de leur périmètre externe direct et assume la permanence et le suivi 24h/7j de tous les aspects relevant de la sécurité générale et de la sécurité incendie via le tél d'urgence, de sécurité et la hotline sur les trois lieux d'affectation du Parlement européen. En outre, dans le cadre de la politique de rationalisation et de synergies, cette unité assure toutes les fonctions de prévention et de surveillance pendant les nuits, weekends et jours fériés.

Un nouveau règlement applicable aux titres et autorisations d'accès au Parlement européen ayant été signé par le Secrétaire général en décembre 2013, ses modalités d'application ont été définies et mises en œuvre.

Un projet de participation du personnel dans le cadre de l'évacuation des immeubles en cas d'incendie a été élaboré et présenté au "Network of Security Correspondents".

Au cours de l'année 2014, le "Network of Security Correspondents" a finalement assumé pleinement le rôle auquel il était destiné visant à assurer un contact permanent et une communication efficace entre les groupes politiques, les DGs et les services du Parlement sur les questions relatives à la sécurité. Suite à la réunion du 5 février 2014 du Security Management Steering Committee, sa composition a été revue et ce réseau est depuis composé des Directrices/Directeurs Ressources et d'un représentant pour chaque Groupe politique.

Le Security Management Steering Committee, lors de sa réunion de février 2014, a créé le service "Need to know". Ce service a été créé pour recueillir et centraliser toutes les informations sur les événements/manifestations/réunions incluant des participants externes organisés au sein de l'Institution afin de répondre aux besoins liés à l'organisation interne de la DG SAFE et créer une sécurité sur mesure pour chaque activités parlementaire et/ou événement organisés par les organes et par les Députés. Ceci afin de planifier les calendriers sur les événements, mieux évaluer les risques liés à chaque événement, évaluer l'impact et mieux répondre aux besoins des organisateurs, anticiper en amont, bien dimensionner les dispositifs notamment de l'accréditation et de l'accueil du public et accélérer les accès aux bâtiments.

2.2. Ressources humaines de la DG

	Situation au 01/01/2013	Situation au 01/01/2014	Effectifs au 31/12/2014
	Postes Organigramme		
AD			
Permanents	n/a	25	31
Temporaires sur temps partiel	n/a	1	1
AST			
Permanents	n/a	136	131
Temporaires (5 Croates et 2 sur temps partiel)	n/a	7	7
Total 1		169	170
	Nombre d'agents estimés en ETP		
Agents contractuels	n/a	136	341(1)
Experts nationaux détachés	n/a	0	0
Intérimaires	n/a		
Interprètes (ACI)	n/a	0	0
Assistants parlementaires accrédités	n/a	0	0
Assistants parlementaires locaux	n/a	0	0
Extérieurs(2)	n/a	8.580	8.580
Total 2			
Total PE (1+2)			

(1) dont 13 renforts GF II et GF III + 28 (dont 20 GFIII et 6 GFII occupant des postes AST vacants en attendant la liste des lauréats de concours EPSO et 2 GFIII au SDM) et 300 GFI décision politique (accréditation et surveillance et prévention)

(2) Personnes mises à disposition du PE (travaillant dans les trois sites) via des contrats de prestation de services (maintenance du matériel technique de sécurité et cellules administratives des prestataires de service)

En matière de gardiennage/incendie, le parlement commande des heures que la société doit prester et il lui appartient de déployer le nombre adéquat de personnes pour couvrir la demande. Ces heures commandées varient mensuellement en fonction des besoins de l'Institution.

2.3. Exécution budgétaire 2014

A la date du 31 décembre 2014, les crédits initiaux de 35.957.000 € ont été ramenés à 31.892.800 € (voir point 2.3.1).

2.3.1. Crédits finaux et crédits initiaux

Les crédits finaux ont été diminués par rapport aux crédits initiaux d'un montant de 4.064.200 €(11,3% des crédits initiaux).

Cette réduction du budget alloué à la DG SAFE s'explique par la mise à disposition de l'institution via les virements de ramassage 1 et 2 de respectivement 4.065.000€ et 195.000€

Par ailleurs au cours de la période, deux virements en faveur de la DG SAFE sont intervenus : +165.800€ sur le sous-poste 2103-22 suite au transfert de responsabilité LSA/LSU de la DG ITEC à la DG SAFE et +30.000€ en renforcement du sous-poste 2380-05.

En ce qui concerne les montants remis au ramassage, il convient de souligner que 3.100.000€ proviennent d'économies réalisées sur le sous-poste 2140-08. En effet un projet de modernisation global et intégré du système de contrôle d'accès est en préparation. Ce dernier aura pour finalité d'intégrer de nombreux dispositifs de sécurité qui sont vieillissants et génèrent des investissements ad-hoc et une maintenance coûteuse. Cette réflexion entamée en 2013, a conduit l'ordonnateur a examiné chaque demande d'investissement à la lumière de ce projet, ce qui a eu pour effet la réalisation de 3.100.000 € d'économies en 2014 qui s'ajoutent aux 1.140.000 € réalisées en 2013. Il est prévu de soumettre le projet de nouveau système intégré de contrôle d'accès au Bureau au cours du 1er trimestre 2015.

2.3.2. Crédits finaux et crédits engagés

Crédits finaux :	31.892.800 €
Crédits engagés :	31.518.960,12 €
Taux d'exécution :	98,83 %

Le monitoring mis en place pour le suivi des dépenses a conduit à la réalisation d'un taux d'exécution particulièrement élevé.

Il est à noter que sur le sous-poste 2026-04, une marge de 58.000€ a été laissée pour faire face à un éventuel surplus de dépenses facturées par la Commission non connues en fin d'année. Ceci découle de la mise en place en 2014 de l'addendum à l'accord administratif signé avec la Commission (DG COMM) en vue de simplifier la gestion des dépenses de sécurité des Maisons de l'Europe. (voir annexe 6.4)

2.3.3. Crédits engagés et paiements effectués

Le taux de paiement s'établit à 84.13%. Ceci résulte du fait que les factures correspondant aux prestations de sécurité de décembre 2014 ne sont payées qu'en janvier de l'année suivante (sous-postes 2026-01/02/03) et aux dates de fin/renouvellement des contrats non calquées sur l'année calendaire.

2.3.4. Utilisation des crédits reportés automatiquement et non- automatiquement de 2013 à 2014

Le taux de paiement des crédits reportés est de 93.02% ce qui est en ligne avec les années précédentes (2013 : 95.23%; 2012 : 93.51%, 2011 : 92.20%)

2.3.5. Utilisation des crédits correspondant à des recettes affectées

2.3.5.1 Situation des crédits de dépenses spécifiques/RA

2.3.5.2 Situation des crédits reportés sur dépenses spécifiques/RA

En 2014, le montant total des recettes transférées de 2013 à 2014 a été engagé.

Au 31 décembre 2014 un montant de 317.006,21€ de recettes a été reporté à 2015. Il est à noter que ce montant inclus le paiement des CESE et CdR relatif aux frais de sécurité dans le cadre de la mise à disposition des salles de réunions, conformément à la réglementation en vigueur.

2.4. Résultats obtenus

Dans le cadre de l'évaluation des résultats obtenus par rapport aux objectifs, un tableau des Indicateurs Clés de Performance a été élaboré conformément à l'engagement pris auprès de l'auditeur interne. Ce dernier est joint en annexe 6.10 du présent rapport.

Par ailleurs, au cours de la période, l'auditeur interne a clos toutes actions qui étaient jusqu'à présent restées ouvertes dans son audit transversal.

L'année 2014 a été une année particulièrement chargée pour la DG SAFE qui a géré en parallèle le recrutement de la majeure partie des agents de surveillance et prévention prévus au plan d'Action de l'internalisation et les activités habituelles de l'Institution mais a également couvert des événements exceptionnels tels que l'EYE, les soirées électorales et la visite de Sa Sainteté le Pape François.

Ceci a conduit en particulier à:

- recruter 207 agents qui s'ajoutent aux 80 autres recrutés en 2013;
- équiper chaque agent d'une tenue vestimentaire et autres accessoires. Au total se sont 7.035 articles qui ont été distribués durant l'année;
- évaluer et effectuer un suivi qualité des agents recrutés entre 2013 et 2014;
- planifier et organiser les prestations selon les besoins de l'Institution. Au total, sur l'ensemble de la période, cela représente 250.000 heures de travail planifiées;

L'ensemble de ces activités ont nécessité la collaboration entre les différentes Directions.

En matière de Proximité et assistance, sécurité et sûreté, d'importantes synergies ont été mises en place non seulement entre les unités qui composent la Direction A mais également de façon transversale avec les autres Directions. Les efforts réalisés ont permis d'atteindre le niveau de surveillance et de prévention requis et d'organiser de manière efficace les événements de grande ampleur que le Parlement a eu l'occasion d'organiser au cours de la période.

En matière de Prévention, premiers secours et sécurité incendie, la Direction B, dans l'attente de la consolidation de ses effectifs, s'est concentrée sur les missions de protection au feu et de premiers secours au détriment des missions de prévention et de formation pourtant prévues dans le Plan d'Action du Bureau. Il convient en outre de souligner que l'activité de la Direction a été fortement impactée par les difficultés rencontrées par la DG INLO suite à l'occupation du bâtiment Square de Meeus. Ceci l'a conduit à revoir dès juin l'organisation des équipes d'intervention et à demander des prestations incendie complémentaires. Enfin, au même titre que la Direction A, la Direction B s'est investie pleinement dans l'organisation des grands événements organisés au sein du Parlement. La Direction B a également élaboré un projet visant à la participation du personnel dans le cadre de l'évacuation des immeubles en cas d'incendie et un plan de formation adéquat.

En ce qui concerne le processus d'internalisation, entre octobre 2013 et juin 2014, plus de 287 agents de prévention et de surveillance ont été recrutés par les services du Parlement.

Toute la planification et l'organisation des services de sécurité opérationnels 24h/24 et 7 jours sur 7 à Bruxelles et à Strasbourg ont été assurées par les services internes de l'Institution. Tous les immeubles de l'Institution - à l'exception des bâtiments Montoyer, Eastman, Wiertz et Trêves à Bruxelles et des immeubles à Strasbourg- ont été internalisés. La fonction de planification du personnel continuera en effet d'être partagée avec la société externe jusqu'en juin 2015. Dans ce cadre, des réunions régulières avec le management de la société externe et des contacts journaliers avec ses services ont permis d'assurer une parfaite coordination des effectifs sur le terrain et le respect des obligations contractuelles.

Chacun des 287 agents recrutés a bénéficié d'une formation initiale de dix jours et d'une formation pratique sur poste de deux jours. Au total, il s'agit de 14.400 heures de formation suivies d'évaluations périodiques afin d'assurer la parfaite assimilation et maîtrise des connaissances.

Dans le cadre du processus d'internalisation, les heures d'ouverture des immeubles du Parlement ont été revues, à l'image de ce qui se pratique dans d'autres Institutions de l'Union, en introduisant une différenciation entre les immeubles dédiés aux activités politiques et parlementaires, ceux dédiés aux services les plus directement liés à celles-ci et les immeubles purement administratifs. L'application de ces nouvelles dispositions en 2015 sera progressive et dépendra du calendrier de mise en œuvre des mesures de sécurité techniques propres à chaque immeuble.

En matière de communication, le site internet SAFEnet a été lancé au cours du 1er semestre de l'année et connaît depuis lors une croissance de visites particulièrement importante. Une campagne de sensibilisation sur le port du badge a également été lancée au cours du dernier trimestre de l'année (posters "wear your badge" et "make it SAFE").

Un guide de sécurité a été rédigé afin de rassembler toutes les informations pratiques dans le domaine de la sécurité et présenter les aspects essentiels de la sécurité des biens et des personnes au sein du Parlement européen. Ce guide a été publié sur le site web de la DG dans toutes les langues et envoyé sous forme papier à tous les Députés. Une brochure "les bons réflexes de sécurité" destinée aux visiteurs a également été rédigée et mise à disposition sur des présentoirs aux divers points d'accès du Parlement et publiée sur le site dans toutes les langues.

En ce qui concerne l'informatique, conformément aux accords pris avec la DG ITEC, la DG SAFE a repris les fonctions de support et d'assistance bureautique aux utilisateurs dès juin 2014 mais également la gestion des systèmes et des équipements. De plus, toute l'informatique spécifique de la sécurité (Harmony, Vision, Abiova) a été reprise par la DG SAFE.

En outre, la DG SAFE, afin de garantir la continuité du fonctionnement des moyens techniques, a finalisé une proposition et un plan d'action pour doter l'Institution d'une technologie moderne, intégrée et capable d'assimiler les évolutions technologiques en matière de sécurité. Ce projet sera soumis à l'approbation du Bureau dans le courant du premier trimestre 2015. Il est à noter que, dans le cadre de la préparation de ce projet, plus aucun investissement en matière d'achat de matériel et d'installation technique n'a été réalisé au cours des deux dernières années. Plus de 4 millions ont par conséquent déjà été remis à disposition du budget de l'Institution ("ramassage") et tout porte à croire qu'environ 3 millions seront également restitués en 2015.

Le monitoring minutieux mis en place pour le suivi des dépenses a permis non seulement de dégager des économies (voir point 2.3.1) mais également de faire face aux dépenses imprévues liées à la sécurisation des grands évènements ainsi que les renforts en agents de sécurité requis au dernier trimestre de l'année compte tenu de la situation internationale sans augmentation de budget.

Après de nombreux mois de négociation, la DG SAFE est parvenue à conclure un addendum à l'Arrangement Administratif avec la DG COMM de la Commission. Cet addendum, en place depuis le 1er mars 2014, vise à simplifier la gestion des frais de sécurité (surveillance et maintenance des installations de sécurité) des Maisons de l'Europe au moyen du versement anticipatif de sa contribution. Cet addendum a permis de simplifier le suivi des travaux de sécurité effectués dans les Maisons de l'Europe.

En termes de marchés publics, 12 procédures ont été finalisées et attribuées pour un montant total de plus de 14.000.000 €(sur toute la durée des contrats).

Les marchés les plus caractéristiques sont le marché pour la sécurité incendie et l'assistance à personnes à Strasbourg et celui pour les équipements RX et détecteurs de métaux sur les 3 sites.

En ce qui concerne le "Network of Security Correspondents", son rôle a été particulièrement actif: il s'est réuni à maintes reprises au cours de l'année de référence et a participé activement à la préparation de nombreux projets mis en œuvre par la DG SAFE.

Le service "Need to know" a développé son rôle opérationnel au cours de l'année de référence. Le service a rencontré plus de 40 interlocuteurs impliqués dans l'organisation d'évènements, organisé de nombreuses réunions bilatérales avec les Secrétaire généraux des groupes politiques et les Directions générales et élaboré une base de données reprenant toutes les informations connues sur les évènements planifiés au sein du Parlement comprenant des participants externes. Cette base de données contribue de manière significative à la planification des activités en matière de sécurité.

3. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE, Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COUT-EFFICACITÉ DES CONTRÔLES (ART.66.9 RF)

Voir l'annexe 6.8 en ce qui concerne l'évaluation et l'efficacité du contrôle interne.

Il est à noter que, dans le cadre de l'évaluation globale du rapport coût-efficacité des contrôles, ce type d'évaluation se base généralement sur une période relativement longue et a posteriori. Tenant compte que la DG SAFE a été créé fin 2013, il n'existe pas encore de base pour procéder à cette évaluation.

Par contre, dans le cadre de la rédaction du rapport 2015, cet exercice aura toute sa raison d'être.

4. CONCLUSIONS

A la lumière des premiers douze mois de vie de la DG SAFE, les décisions du Bureau relatives à l'internalisation des services de sécurité générale et à la création de la DG SAFE ont démontré toute leur clairvoyance.

En effet, tout en tenant compte de la courte expérience de gestion directe en matière de sécurité par l'Institution, de l'absence de point de référence et de comparaison dans ce domaine avec d'autres Institutions et organes de l'Union et de la sensibilité et de la complexité du domaine de la sécurité dans une Institution ouverte et transparente accueillant chaque jour des milliers de visiteurs comme le Parlement, la lecture du présent rapport confirme que la DG s'est déjà montrée à la hauteur des attentes des autorités politiques et possède tout le potentiel pour atteindre les normes de métier les plus élevées et fournir un service de la plus haute qualité.

L'exercice 2014 s'est caractérisé par l'internalisation progressive des services de sécurité engendrant la coexistence d'une gestion internalisée et externalisée (qui prendra fin en juin 2015) et qui a nécessité de marier la nouvelle stratégie fixée par le Bureau aux exigences et obligations contractuelles avec le prestataire de service tout en assurant la cohérence par rapport aux choix et orientations des autorités politiques de l'Institution.

L'organisation de la Direction générale mise en place dès sa création s'est fondée sur les synergies et la coopération entre les différents secteurs d'activité de la sécurité, déclinant ainsi le postulat de base: "la sécurité est une".

Dans ce cadre, pour répondre aux exigences opérationnelles de cette nouvelle organisation, tenant compte du contexte général défavorable en termes d'effectifs et de la politique qui, d'une part, ne prévoyait pas de création de postes et, d'autre part, prévoyait la réduction de 5% des postes existants, la DG SAFE a procédé à des opérations de redéploiement, de revalorisation de postes et de "frontloading" en attendant l'octroi de nouveaux postes demandés dans le cadre des mesures d'organigrammes pour l'exercice 2016.

Ces nouveaux postes s'avèrent indispensables afin de permettre à la Direction générale de pouvoir accomplir sa mission délicate et complexe.

Il est à souligner que la DG SAFE, lorsque l'internalisation sera achevée, comptera environ 750 personnes dont plus de 600 agents contractuels (3bis) dont il faudra impérativement garantir la couverture budgétaire d'un exercice à l'autre dans le futur.

Au cours de cette première année, la Direction générale a œuvré au développement d'une nouvelle culture de sécurité participative fondée sur des services de sécurité professionnels et partie intégrante des activités de l'Institution par le biais de campagnes de communication et de sensibilisation et d'une participation active, au travers du Network of Security Correspondents, des groupes politiques et des DGs aux divers projets mis en œuvre dans le domaine de la sécurité.

Last but not least, il est à noter que l'exécution des crédits courants atteint 99%, qu'un accord avec la Commission européenne a été conclu afin de simplifier la gestion budgétaire en matière de surveillance et de maintenance des installations techniques de sécurité des Maisons de l'Europe et que toutes les actions restées ouvertes dans le cadre des audits ont été clôturées par l'auditeur interne.

5. DÉCLARATION DE L'ORDONNATEUR DÉLÉGUÉ

Je soussigné Francesca R. RATTI

Directeur général faisant fonction de la DG SAFE

en ma qualité d'ordonnateur délégué déclare par la présente que j'ai l'assurance raisonnable que :

- a) les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation ;
- b) les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière
- c) les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition, comme, par exemple, les résultats de l'auto-évaluation, des contrôles ex-post et des observations du Service d'audit interne ainsi que les enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à celui de cette déclaration.

Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Fait à *Bruxelles*

le *2/2/2015*

Signature



Relevé d'exécution budgétaire / Budget execution statements 2014

CREDITS COURANTS

Poste	Intitulé	Credits Initiaux	Virements Budg. Suppl.	Credits Actuels	Engagements contractés	% Util.	Paiements effectués	Soldes des Engag	Credits disponibles
02026-01-01	SECURITE GENERALE	5.860.000,00	-60.000,00	5.800.000,00	5.790.083,55	99,83	5.325.083,55	465.000,00	9.916,45
02026-01-02	SECURITE INCENDIE	2.480.831,50	-40.000,00	2.440.831,50	2.440.831,50	100	2.237.365,79	203.465,71	0
02026-01-04	SECURITE LUX PRESTATIONS IMPREVUES	30.000,00	0	30.000,00	14.369,47	47,9	4.369,47	10.000,00	15.630,53
02026-01-99	SECURITE DIVERS (RELIQUAT 2026 01)	9.168,50	0	9.168,50	0	0	0	0	9.168,50
02026-02-01	SECURITE GENERALE	4.340.000,00	510.000,00	4.850.000,00	4.817.361,46	99,33	4.432.361,46	385.000,00	32.638,54
02026-02-02	SECURITE INCENDIE	3.310.000,00	-10.000,00	3.300.000,00	3.284.838,50	99,54	3.009.838,50	275.000,00	15.161,50
02026-02-04	SECURITE STR PRESTATIONS IMPREVUES	40.000,00	0	40.000,00	40.000,00	100	17.063,26	22.936,74	0
02026-02-99	SECURITE DIVERS (RELIQUAT 2026 02)	10.000,00	0	10.000,00	0	0	0	0	10.000,00
02026-03-01	SECURITE GENERALE	5.535.000,00	0	5.535.000,00	5.415.656,12	97,84	5.125.656,12	290.000,00	119.343,88
02026-03-02	SECURITE INCENDIE	2.400.000,00	0	2.400.000,00	2.327.032,81	96,96	2.117.032,81	210.000,00	72.967,19
02026-03-04	SECURITE BRU PRESTATIONS IMPREVUES	100.000,00	0	100.000,00	100.000,00	100	78.421,62	21.578,38	0
02026-03-99	SECURITE DIVERS (RELIQUAT 2026 03)	1.365.000,00	-1.365.000,00	0	0	0	0	0	0
02026-04-01	DIVERS FOURNISSEURS (PROVISIONNEL)	15.000,00	0	15.000,00	15.000,00	100	0	15.000,00	0
02026-04-02	BUREAUX D'INFORMATION 27 - GARDIENNAGE EUROPEENNE COMMISSION	1.500.000,00	0	1.500.000,00	1.500.000,00	100	1.292.796,25	207.203,75	0
02026-04-04	ATHENES : GARDIENNAGE	58.656,25	0	58.656,25	52.410,80	89,35	37.410,80	15.000,00	6.245,45
02026-04-05	EDINBURGH: GARDIENNAGE	8.000,00	0	8.000,00	8.000,00	100	0	8.000,00	0
02026-04-06	MILAN GARDIENNAGE -PO/2013-11-SEC/ROM LOT3- SIPRO SICUREZZA PROFESSIONALE	60.000,00	0	60.000,00	60.000,00	100	4.092,90	55.907,10	0
02026-04-19	WASHINGTON: GARDIENNAGE - COMM. EUROP.	25.200,00	0	25.200,00	25.200,00	100	17.179,94	8.020,06	0
02026-04-99	SECURITE DIVERS (RELIQUAT 2026 04)	158.143,75	-100.000,00	58.143,75	0	0	0	0	58.143,75
	Sous-Total	27.305.000,00	-1.065.000,00	26.240.000,00	25.890.784,21	98,67	23.698.672,47	2.192.111,74	349.215,79
02103-22-00	APPLICATIONS DE LA DG SAFE	0	33,86	33,86	0	0	0	0	33,86
02103-22-01	LSA - LOCAL SYSTEM ADMINISTRATOR SUPPORT AUX UTILISATEURS DG SAFE	0	94.562,28	94.562,28	94.562,28	100	41.646,60	52.915,68	0
02103-22-02	ITSS - IT SUPPORT SPECIALIST DG SAFE	0	71.203,86	71.203,86	71.203,86	100	34.283,34	36.920,52	0
	Sous-Total	0	165.800,00	165.800,00	165.766,14	99,98	75.929,94	89.836,20	33,86
02140-08-01	DIVERS FOURNISSEURS ACHATS ET PARATION 3 SITES (PROVISIONNEL)	26.178,00	0	26.178,00	21.768,20	83,15	9.470,20	12.298,00	4.409,80
02140-08-02	MAINTENANCE ET EXPLOITATION SECURITAS GARE NORALETTG A STRASBOURG	1.036.956,94	0	1.036.956,94	1.036.956,94	100	695.354,22	341.602,72	0
02140-08-03	CONSOMMABLES CARTE UNIQUE, EUTRONIX	95.553,24	0	95.553,24	95.553,24	100	95.553,24	0	0
02140-08-05	REGIE D'AVANCES	1.000,00	0	1.000,00	600	60	227,98	372,02	400
02140-08-08	MATERIEL LOGISTIQUE ET DE SIGNALISATION A L'USAGE DES AGENTS DE PREVENTION ET DE SURVEILLANCE DU PE-3SITES	54.464,30	0	54.464,30	54.464,30	100	54.464,30	0	0
02140-08-10	ACHAT LECTEURS BIOMETRIQUES STRASBOURG	15.350,00	0	15.350,00	15.350,00	100	15.350,00	0	0
02140-08-16	DIVERS ACHATS ET MAINTENANCE SECURITAS GARE NORALETTG A STRASBOURG	629.308,28	0	629.308,28	629.308,28	100	9.966,28	619.342,00	0
02140-08-18	ACHAT FOUNITURES ET INSTALLATION SUR LES 3 SITES	71.691,17	0	71.691,17	71.691,17	100	9.759,16	61.932,01	0
02140-08-28	MAINT. OMNIUM EP/DGPRES/SER/2011-062 DOM4	99.133,18	0	99.133,18	99.133,18	100	49.566,60	49.566,58	0
02140-08-29	ACQUISITION LOGICIEL - LICENCE - SUPPORT ET MAINTENANCE - SECURITAS.	54.299,03	0	54.299,03	54.299,03	100	1.237,24	53.061,79	0
02140-08-34	LICENCE ET MAINTENANCE DU LOGICIEL HARMONY. PLANNING DES AGENTS DE SECURITAS.	37.944,84	0	37.944,84	37.944,84	100	37.944,84	0	0

02140-08-40	SECURISATION ET AMENAGEMENT RMD EP/DGPRES/SEC/FOUR/2013/022	10.880,25	0	10.880,25	10.880,25	100	0	10.880,25	0
02140-08-41	SYSTEME RADIO LUX - G4S SECURITY SERVICES SA	196.688,00	0	196.688,00	196.688,00	100	98.095,26	98.592,74	0
02140-08-42	EQUIPEMENT POUR LA SECURITE GENERALE SYSTEME DE COMMUNICATION VOIX.	8.250,00	0	8.250,00	8.250,00	100	8.250,00	0	0
02140-08-44	ACHATS LAMPES DISPATCHING BRUXELLES SECURITE	14.662,00	0	14.662,00	14.662,00	100	0	14.662,00	0
02140-08-45	TROUSSEAUX DE CLÃ%S POUR LES ARMOIRES TRAKA SUR LES 3 SITES -	150.064,94	0	150.064,94	150.063,96	100	1.592,02	148.471,94	0,98
02140-08-47	ACHAT DE LECTEURS D'IDENTES DESKO	31.710,00	0	31.710,00	31.710,00	100	0	31.710,00	0
02140-08-50	ENTRETIEN INSTALL.SÃ%CURITÃ% LUX PAUL WAGNER & FILS	459.555,17	0	459.555,17	459.555,17	100	416.855,29	42.699,88	0
02140-08-60	MAINTEN. ET PIÃ^CES DÃ%TACHÃ%S BÃ.T. BXL, TTG	2.603,00	0	2.603,00	2.603,00	100	0	2.603,00	0
02140-08-63	MAINT.ASSIST.EXPLOIT.SÃ%C.GÃ%N.BXL STE MOMENTANÃ%E ETMS:G4S&IMTECH	1.566.057,25	0	1.566.057,25	1.566.057,25	100	804.348,72	761.708,53	0
02140-08-65	INSPECTION/AN APP. RAYONS X BXL, TECHNI-TEST	2.000,00	0	2.000,00	2.000,00	100	2.000,00	0	0
02140-08-70	MAINT.RADIOCOMM. STR - SECURITAS FRANCE	148.500,00	0	148.500,00	148.500,00	100	0	148.500,00	0
02140-08-71	EXTINCT. BXL CC EP/DGPRES/SEC/2012-034 LOT1	43.031,60	0	43.031,60	43.031,60	100	0	43.031,60	0
02140-08-72	EXTINCT. STR CC EP/DGPRES/SEC/2012-034 LOT3	18.412,00	0	18.412,00	18.412,00	100	0	18.412,00	0
02140-08-73	EXTINCT. LUX CC EP/DGPRES/SEC/2012-034 LOT2	9.770,00	0	9.770,00	9.770,00	100	0	9.770,00	0
02140-08-79	BUREAUX INFOR.,DIVERS FOURNIS.(PROVISIONNEL)	160.000,00	0	160.000,00	157.213,56	98,26	97.213,56	60.000,00	2.786,44
02140-08-86	VIENNE: ENTETIEN APPAREIL RAYON-X, DR. HOUSKA	775	0	775	775	100	775	0	0
02140-08-92	PETITES REPARATIONS ET MAINTENANCE POUR LES INSTALLATIONS DE SECURITE B.I. WASHINGTON	2.500,00	0	2.500,00	2.500,00	100	0	2.500,00	0
02140-08-96	MODIFICATION SYSTEME ELECTRONIQUE- BRATISLAVA	12.000,00	0	12.000,00	12.000,00	100	0	12.000,00	0
02140-08-98	INTÃ%RÃ%STS DE RETARD, IMPREVUS, TAXES ET LICENSES D'EXPLOITATION POUR LES SYSTEMES RADIO ET LES APPAREILS Ã€ RAYONS-X POUR 3 SITES	81.000,00	0	81.000,00	79.773,80	98,49	59.773,80	20.000,00	1.226,20
02140-08-99	ACHATS ENTR. DIVERS (RELIQUAT 2140 08) Sous-Total	3.111.661,81	-3.100.000,00	11.661,81	0	0	0	0	11.661,81
02380-05-01	TENUES DE SERVICE POUR AGENTS D'ACCUEIL TROIS SITES BXL- LUX-STR -LOT1	8.152.000,00	-3.100.000,00	5.052.000,00	5.031.514,77	99,59	2.467.797,71	2.563.717,06	20.485,23
02380-05-02	TENUES DE SERVICE POUR AGENTS D'ACCUEIL CHAUSSURES - LOT 2 - 3 SITES BXL-LUX-STR	162.000,00	26.500,00	188.500,00	188.500,00	100	142.304,37	46.195,63	0
02380-05-03	TENUES DE SERVICE POUR AGENTS D'ACCUEIL PARKABONNETS- GANTS-Ã%CHARPES - LOT 3 BXL-LUX-STR	22.000,00	3.500,00	25.500,00	25.500,00	100	21.359,85	4.140,15	0
02380-05-03	TENUES DE SERVICE POUR AGENTS D'ACCUEIL PARKABONNETS- GANTS-Ã%CHARPES - LOT 3 BXL-LUX-STR	16.000,00	0	16.000,00	16.000,00	100	16.000,00	0	0
	Sous-Total	200.000,00	30.000,00	230.000,00	230.000,00	100	179.664,22	50.335,78	0
03200-05-05	ASSISTANCES EN INFORMATIQUES	61.289,00	76.291,00	137.580,00	137.580,00	100	87.063,66	50.516,34	0
03200-05-17	CONSULTATION ET Ã%TUDES DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE TRACTEBEL ENGINEERING	20.000,00	24.604,00	44.604,00	44.604,00	100	9.604,00	35.000,00	0
03200-05-34	SERVICE IMPLÃ%MENTATION DU LOGICIEL HARMONY. PLANNING DES AGENTS DE SÃ%CURITÃ%.	18.711,00	0	18.711,00	18.711,00	100	1.134,00	17.577,00	0
03200-06-99	CONSEIL, ANALYSE DANS TOUS LES DOMAINES DE SURETE ET DE SECURITE (RELIQUAT)	200.000,00	-195.895,00	4.105,00	0	0	0	0	4.105,00
	Sous-Total	300.000,00	-95.000,00	205.000,00	200.895,00	97,1	97.801,66	103.093,34	4.105,00
TOTAL GENERAL		35.957.000,00	-4.064.200,00	31.892.800,00	31.518.960,12	98,83	26.519.866,00	4.999.094,12	373.839,88

SITUATION CREDITS REPORTEES AUTOMATIQUES EXERCICE : 2014 (EN EUR)

POSTE	INTITULE	CREDITS REPORTEES	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES	% UTIL.	CREDITS DISPONIBLES	RELIQUAT DE CONVERSION
02...	IMMEUBLES, MOBILIER, EQUIPEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT							
020..	IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES							
0202.	FRAIS AFFERENTS AUX IMMEUBLES							
02026-03	2026 SECURITE ET SURVEILLANCE DES IMMEUBLES BRUXELLES							
02026-03-02	SECURITE INCENDIE	162000	162000	162000	151048,91	93,24	10951,09	0
02026-03-01	SECURITE GENERALE	672000	672000	672000	647817,01	96,4	24182,99	0
02026-03-04	SECURITE BRU PRESTATIONS IMPREVUES	30000	30000	30000	8076,15	26,92	21923,85	0
02026-01	LUXEMBOURG							
02026-01-02	SECURITE INCENDIE	230000	230000	230000	218968,53	95,2	11031,47	0
02026-01-01	SECURITE GENERALE	473000	473000	473000	451638,54	95,48	21361,46	0
02026-01-04	SECURITE LUX PRESTATIONS IMPREVUES	4000	4000	4000	0	0	4000	0
02026-04	BUREAUX D'INFORMATION							
02026-04-04	ATHENES : GARDIENNAGE	9000	9000	9000	6326,49	70,29	2673,51	0
02026-04-05	EDINBURGH: GARDIENNAGE	51752,33	51752,33	51752,33	41495,16	80,18	10257,17	0
02026-04-01	DIVERS FOURNISSEURS (PROVISIONNEL)	4500	4500	4500	0	0	4500	0
02026-04-06	MILAN GARDIENNAGE -PO/2013-11-SEC/ROM LOT3- SIPRO	80000	80000	80000	48247,53	60,31	31752,47	0
02026-04-19	SICUREZZA PROFESSIONALE WASHINGTON: GARDIENNAGE - COMM. EUROP.	10671,93	10671,93	10671,93	1112,04	10,42	9559,89	0
02026-04-02	BUREAUX D'INFORMATION 27 - GARDIENNAGE COMMISSION EUROPEENNE	290000	290000	290000	216580,97	74,68	73419,03	0
02026-02	STRASBOURG							
02026-02-02	SECURITE INCENDIE	555000	555000	555000	550314,79	99,16	4685,21	0
02026-02-04	SECURITE STR PRESTATIONS IMPREVUES	4000	4000	4000	0	0	4000	0
02026-02-01	SECURITE GENERALE	860000	860000	860000	850390,78	98,88	9609,22	0
021..	INFORMATIQUE, EQUIPEMENT ET MOBILIER : ACHAT, LOCATION ET MAINTENANCE							
0214.	MATERIEL ET INSTALLATIONS TECHNIQUES							
02140-08	2140 MATERIEL ET INSTALLATIONS TECHNIQUES ACHAT, RENOUVELLEMENT, LOCATION, ENTRETIEN ET REPARATION DE MATERIEL ET D'INSTALLATIONS TECHNIQUES - SECURITE							
02140-08-11	BADGE DE PROXIMITE% ABIOVA	3570	3570	3570	3570	100	0	0
02140-08-40	SECURISATION ET AMENAGEMENT RMD	97922,29	97922,29	97922,29	97922,29	100	0	0
02140-08-01	EP/DGPRES/SEC/FOUR/2013/022 DIVERS FOURNISSEURS ACHATS ET REPARATION 3 SITES (PROVISIONNEL)	2837	2837	2837	1387,1	48,89	1449,9	0
02140-08-70	MAINT.RADIOCOMM. STR - SECURITAS FRANCE	148500	148500	148500	148500	100	0	0
02140-08-26	MAINTENANCE SECURITE LUXEMBOURG, AXIMA/TTG SA	74219,42	74219,42	74219,42	74219,42	100	0	0
02140-08-94	SECURISATION DOMICILE M.HORST REICHENBACH	20000	20000	20000	16431,66	82,16	3568,34	0
02140-08-32	PORTE ANTI-EFFRACTION BXL. TAKI BVBA	571,5	571,5	571,5	571,5	100	0	0
02140-08-24	FOURNITURE ET INSTALLATION LUX, AXIMA	9844,82	9844,82	9844,82	9844,82	100	0	0

1612

01612-03									
01612-03-99	PERFECTIONNEMENT PROFESS. SECURITE- RELIQUAT	78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
03...	DEPENSES RESULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS GENERALES								
032..	EXPERTISE ET INFORMATION : ACQUISITION, ARCHIVAGE, PRODUCTION ET DIFFUSION								
0320.	ACQUISITION D'EXPERTISE								
	3200 ACQUISITION D'EXPERTISE								
03200-05	CONSULTATIONS ET ETUDES DANS LE DOMAINE DE LASECURITE								
03200-05-04	LOGICIEL ABIOTIME LIGHT V2	12650	12650	12650	12650	100	0	0	
03200-05-34	SERVICE IMPLANTATION DU LOGICIEL HARMONY. PLANNING DES AGENTS DE SECURITE.	21965,58	21965,58	21965,58	21965,58	100	0	0	
SOUS TOTAL TITRE 01...		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL TITRE 02...		5618679,01	5618679,01	5618679,01	5224889,13	92,99	393789,88	0	
SOUS TOTAL TITRE 01...		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL TITRE 03...		34615,58	34615,58	34615,58	34615,58	100	0	0	
SOUS TOTAL CHAPITRE 023..		119536,41	119536,41	119536,41	117192,24	98,04	2344,17	0	
SOUS TOTAL CHAPITRE 032..		34615,58	34615,58	34615,58	34615,58	100	0	0	
SOUS TOTAL CHAPITRE 021..		2063218,34	2063218,34	2063218,34	1915679,99	92,85	147538,35	0	
SOUS TOTAL CHAPITRE 020..		3435924,26	3435924,26	3435924,26	3192016,9	92,9	243907,36	0	
SOUS TOTAL CHAPITRE 016..		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL ARTICLE 0238.		119536,41	119536,41	119536,41	117192,24	98,04	2344,17	0	
SOUS TOTAL ARTICLE 0320.		34615,58	34615,58	34615,58	34615,58	100	0	0	
SOUS TOTAL ARTICLE 0202.		3435924,26	3435924,26	3435924,26	3192016,9	92,9	243907,36	0	
SOUS TOTAL ARTICLE 0161.		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL ARTICLE 0214.		2063218,34	2063218,34	2063218,34	1915679,99	92,85	147538,35	0	
SOUS TOTAL POSTE 02140		2063218,34	2063218,34	2063218,34	1915679,99	92,85	147538,35	0	
SOUS TOTAL POSTE 02026		3435924,26	3435924,26	3435924,26	3192016,9	92,9	243907,36	0	
SOUS TOTAL POSTE 01612		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL POSTE 02380		119536,41	119536,41	119536,41	117192,24	98,04	2344,17	0	
SOUS TOTAL POSTE 03200		34615,58	34615,58	34615,58	34615,58	100	0	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02380-05		119536,41	119536,41	119536,41	117192,24	98,04	2344,17	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-02		1419000	1419000	1419000	1400705,57	98,71	18294,43	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02140-08		2063218,34	2063218,34	2063218,34	1915679,99	92,85	147538,35	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 03200-05		34615,58	34615,58	34615,58	34615,58	100	0	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-04		445924,26	445924,26	445924,26	313762,19	70,36	132162,07	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 01612-03		78684,15	78684,15	78684,15	72103,48	91,64	6580,67	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-01		707000	707000	707000	670607,07	94,85	36392,93	0	
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-03		864000	864000	864000	806942,07	93,4	57057,93	0	
TOTAL		5731978,74	5731978,74	5731978,74	5331608,19	93,02	400370,55	0	

DOSSIER : DG SAFE

Unit. Org.:all

SITUATION DES CREDITS DE DEPENSES SPECIFIQUES/RA EXERCICE : 2014 (EN EUR)

POSTE	INTITULE	CREDITS AN. PRECED.	CREDITS AN. CUMULES	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	% UTIL.	PAIEMENTS EFFECTUES.	SOLDES DES ENGAG. E.C.	CREDITS DISPONIBLES
02...	IMMEUBLES, MATERIEL ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT								
020..	INVESTISSEMENT IMMOBILIER, LOCATION D'IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES								
0202.									
	2026 SECURITE ET SURVEILLANCE DES IMMEUBLES								
02026-00	SECURITE ET SURVEILLANCE DES IMMEUBLES								
02026-00		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
SOUS TOTAL TITRE 02...		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
SOUS TOTAL CHAPITRE 020..		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
SOUS TOTAL ARTICLE 0202.		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
SOUS TOTAL POSTE 02026		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-00		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21
TOTAL		0	317006,21	317006,21	0	0	0	0	317006,21

DOSSIER : DG SAFE

Unit. Org.:all

SITUATION DES DES CREDITS REPORTEES DEP.SPEC RA EXERCICE : 2014 (EN EUR)

POSTE	INTITULE	CREDITS INITIAUX	CREDITS ACTUELS	ENGAGEMENTS CONTRACTES	PAIEMENTS EFFECTUES	% UTIL.	SOLDES DES ENGAGEMENTS	CREDITS DISPONIBLES
02...	IMMEUBLES, MATERIEL ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT							
020..	INVESTISSEMENT IMMOBILIER, LOCATION D'IMMEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES							
0202.								
02026-00	2026 SECURITE ET SURVEILLANCE DES IMMEUBLES							
02026-00	SECURITE ET SURVEILLANCE DES IMMEUBLES	154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL TITRE 02...		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL CHAPITRE 020..		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL ARTICLE 0202.		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL POSTE 02026		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL SOUS-POSTE 02026-00		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00
TOTAL		154168,50	154168,50	154168,50	154168,50	100,00	0,00	0,00

6.2 Rapport sur le respect des délais de paiement Report on compliance with payment time limits

Factures payées en 2014		Intérêts de retard à payer d'office (>200€)	Intérêts de retard à payer à la demande (<=200€)	Pas d'intérêts de retard à payer	Total
Endéans le délai	Nombre de factures			382	382
	Montant total des factures (EUR)			32.872.003,01	32.872.003,01
Hors délai	Nombre de factures		14	1	15
	Montant total des factures (EUR)		900.378,33	10,00	900.388,33
	Montant des intérêts de retard (EUR)		248.44	0	248.44
Nombre total de factures			14	383	397
Montant total des factures (EUR)			900.378,33	32.871.013,01	33.771.391,34

6.3 Liste des exceptions
List of exceptions - derogations from the rules

Les décisions dérogeant aux procédures établies et aux réglementations applicables							
Réf. document	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Avis vérificateurs		Décision	
				conforme avec observation / non conforme	Justification	Ordonnateur compétent	Justification
585-10084	Elio Carozza	ED	23.466,71€	Non conforme	Non respect du principe de préalabilité - Voir note de dossier du 29/09/2014	Elio Carozza	Non respect du principe de préalabilité - Voir note de dossier du 03/10/2014

Les procédures de renoncations/annulations de créance				
Réf. document	Ordonnateur compétent	Objet	Montant	Justification de l'ordonnateur quant à la renonciation/annulation
2010/1950/106	Francesca RATTI	Abandon de créance	1.246,00 €	Voir Geda (2013) 59368 et D(2014) 34738

ANNEXE 6.4 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE LONGUE DUREE
LONG-TERM CONTRACTUAL OBLIGATIONS

Contractant	Objet	Durée		Valeur totale marché	Dépense contractuelle pour 2014	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
		Contrat	Marché				
G4S Security Solutions (10117)	<p align="center">Contrat-cadre EP/DGPRES/G/SER/2011-64 Prestations de sécurité générale(domaine 1), incendie (domaine 2) + maintenance systèmes radiocommunication et contrôle de rondes (domaine 3) au Luxembourg.</p> <p align="center">(indiqué sur reporting 2013) (Fin contrat 31/03/2017)</p>	5 ans	5 ans	48.122.030,00 €	8.517.048,68 € *	5 x 12 Renouvellement automatique	Domaines 1,2 et 3 1) Approbation par le service responsable 2) Audit Domaines 1 et 2 1) Logiciel de contrôle de rondes 2) Système de pointage de type biométrique 3) Contrôles inopinés par le Parlement Europeen Domaine 3 1) Bon de travail 2) Fiche d'incidents 3) Note technique 4) Rapport de réunion/trimestriels de synthèse/annuel
Securitas S.A (94913)	<p align="center">Contrat-cadre EP/DGPRES/G/SER/2011-62 (Domaine 1,2,3,4) Prestations de sécurité générale(domaine 1), incendie (domaine 2) + maintenance systèmes radiocommunication et contrôle de rondes (domaine 4) à Bruxelles.</p> <p align="center">(indiqué sur reporting 2013)</p> <p align="center">Fin du contrat anticipée le 14/04/2015 (au l. de 14/04/2017) + 3 mois pour bdc et CS en vigueur</p>	5 ans	5 ans	94.695.640,00 €	7.850.418,24 € *	5 x 12 Renouvellement automatique	Domaines 1, 2 et 4 1) Approbation par le service responsable 2) Audit Domaines 1 et 2 1) Logiciel de contrôle de rondes 2/ Système de pointage de type biométrique 3) Contrôles inopinés par le Parlement Europeen Domaine 4 1) Bon de travail 2) Fiche d'incidents 3) Note technique 4) Rapport de réunion/trimestriels de synthèse/annuel

* = total des bons de commande et contrats spécifiques signés en 2014

Contractant	Objet	Durée		Valeur totale marché	Dépense contractuelle pour 2014	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
		Contrat	Marché				
Sipro Sigurenza Professionale S.r.L. Unipersonale (97887)	<u>Contrat direct PO/2013-11-SEC/ROM/LOT3</u> Prestations de gardiennage et accueil pour le Bureau d'Information du PE à Milan (indiqué sur reporting 2013) (Fin contrat 31/10/2018)	5 ans	5 ans	400.000 €	48091.61 €**	Renouvellement automatique	- Approbation des "time sheets" par le service responsable.

Autre partie.	Objet	Durée		Estimation total dépenses 2014	Dépense pour 2014	Type de renouvellement	Description des mesures de contrôle
		Protocole	Protocole				
CE/COMM	<u>Protocole d'accord PE-CE/COMM</u> Arrangement administratif pour la sécurité (Volet gardiennage) dans les "Maisons de l'Union européenne" (Addendum Protocole d'accord-2007 entrée en vigueur le 1 mars 2014)	Indéterminé		1.532.974,92 €	Sera connue en nov. 2015 après le processus de régularisation	Renouvellement automatique	L'addendum à l'arrangement administratif prévoit en son article 6 que le PE se réserve le droit de procéder à des contrôles par échantillonnage (selon une méthode à convenir entre les Institutions). Les ordonnateurs chefs de file et gestionnaires des contrats prennent les dispositions appropriées afin de mettre à tout moment à disposition les pièces justificatives à l'appui des ordres de paiement à tout agent représentant l'ordonnateur responsable du PE en leur donnant accès aux pièces originales sur place dans les Maisons de UE ou bien aux copies par voie électronique.

**= Dépenses réelles en 2014

6.5. Procédures négociées exceptionnelles - articles 53, 134 et 135 RAP

Exceptional negotiated procedures - Articles 53, 134 and 135 RAP

Nom/s de/s l'attributaire/s	Objet	Montant	Base juridique	Motif	Candidats		Critères d'acceptabilité	Référence du marché	Date Avis FMP
					Invités	Pour négociations			
ABIOVA Sarl 10, Quai de la Borde F-91130 Ris Orangis	Achat de 5 lecteurs pour le contrôle des présences des agents de sécurité à Strasbourg	15.350	ART. 134.1b RAP	L'outil global de contrôle est composé de lecteurs et d'un logiciel d'exploitation. Les lecteurs peuvent être achetés auprès de n'importe quel distributeur. Par contre, le logiciel 'Abiotime light V2' a été développé pour les besoins spécifiques du Parlement européen par la société Abiova (FR) qui en détient la propriété intellectuelle. Le protocole de communication des lecteurs a donc été verrouillé de sorte que les lecteurs achetés ailleurs que chez eux ne peuvent fonctionner avec ce logiciel. Il est donc obligatoire de recourir à Abiova pour tout développement/extension du système tant pour la partie hardware que software.	1	1	Offre conforme aux exigences techniques et prix acceptable.	EP/DGSEC/DIRC/FOUR/2014-001	23 avril 2014 (avis non nécessaire car < 60.000 €)
ABIOVA Sarl 10, Quai de la Borde F-91130 Ris Orangis	Maintenance préventive et corrective des équipements de contrôle des présences des agents de sécurité à Bruxelles	11.196	ART. 134.1b RAP	Idem ci-dessus	1	1	Offre conforme aux exigences techniques et prix acceptable.	EP/DGSAFE/UTSI/SER/2014-015	na

6.6. Résultat des évaluations ex-post (NON APPLICABLE)
Results of ex-post controls (NOT APPLICABLE)

Annexe 6.7. – POSTES SENSIBLES

Le rapport sur les fonctions sensibles de la DG SAFE a été transmis au Secrétaire général en date du 2 juillet 2014 (note Geda(2014)30588).

Cet exercice se réfère à la situation au 1^{er} janvier 2014. L'ensemble du personnel, tout statut confondu, a été pris en considération afin de tenir compte de la spécificité de son personnel.

Les analyses ont portées sur:

1. Direction Générale : 1 profil de poste

2. Direction A :

- . Accréditation : 4 profils de poste
- . Sécurité interne : 7 profils de poste

3. Direction B : 3 profils de poste

4. Direction C :

- . Direction : 3 profils de poste
- . Dispatching : 7 profils de poste
- . Personnel et planning : 8 profils de poste
- . Technologies et sécurité des informations : 7 profils de poste
- . Budget : 10 profils de poste

Soit un total de 50 profils différents analysés

L'évaluation de la sensibilité des postes amène aux conclusions suivantes :

- Chefs d'Unités, Responsables d'Unités et autres acteurs financiers :

Après l'évaluation, aucun poste ne laisse apparaître un risque résiduel.

Les outils et les instructions spécifiques mis en place à la DG PRES concernant le degré de compétences (plafond des subdélégations pour les actes budgétaires et les actes légaux prévus par le Règlement Financier) ainsi que les guidelines pour le traitement des dossiers financiers (check-lists, fiche de circulation, tableau des acteurs financiers etc.) sont en vigueur à la DG Sécurité depuis sa création.

En outre les Chef d'Unités et Responsables d'Unités assurent, inter alia, la gestion opérationnelle de leurs activités. Toutes les décisions stratégiques sont supervisées par leur Directeur respectif.

- Postes opérationnels et administratifs :

Après l'évaluation, aucun poste ne laisse apparaître un risque résiduel.

Chaque poste est sujet à un contrôle du supérieur hiérarchique et un contrôle de l'environnement est systématiquement mis en place.

Annexe 6.8. Évaluation de la mise en œuvre des normes minimales de contrôle interne
Assessment of the implementation of minimum internal control standards

Tableau synoptique d'évaluation

(base : normes de 2002)

N° norme 2002	N° norme 2014	achevée	presque	en partie	démarrée	à démarrer / NA
Section 1: Environnement de contrôle						
1. Déontologie et intégrité	2	X				
2. Mission, rôle et tâches	1	X				
3. Compétences du personnel	3	X				
4. Rendement du personnel	3, 4	X				
5. Fonctions sensibles	7	X				
6. Délégation	7	X				
Section 2: Performance et gestion des risques						
7. Fixation d'objectifs	5	X				
8. Programmation pluriannuelle	n/a	X				
9. Programme de travail annuel	5	X				
10. Contrôle de la performance sur la base d'objectifs et d'indicateurs	5	X				
11. Analyse et gestion du risque	6	X				
Section 3: Information et communication						
12. Information ad hoc en matière de gestion	12, 13	X				
13. Enregistrement du courrier et systèmes d'archivage	11, 12	X				
14. Signalement d'irrégularités	12	X				
Section 4: Activités de contrôle						
15. Documentation relative aux procédures	8, 13	X				
16. Séparation des tâches	8	X				
17. Surveillance	9	X				
18. Relevé des exceptions	8	X				
19. Continuité des opérations	10	X				
Section 5: Audit et évaluation						
20. Identification et correction des insuffisances du contrôle interne	15	X				
21. Rapports d'audit	16	X				
22. Examen annuel du contrôle interne	15	X				

Commentaires sur le résultat de l'exercice annuel de l'autoévaluation des NMCI

1. Normes évaluées **achevées - bonnes pratiques**

En 2013, la DG PRES, à laquelle la Direction de la sécurité appartenait, avait :

- achevé la mise en œuvre des normes : 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22;
- presque achevé la mise en œuvre des normes : 9, 21;
- mis en œuvre partiellement les normes : 5, 10, 14.

A la création de la DG SAFE, l'ordonnateur délégué n'ayant pas changé, les NMCI ont été reprises intégralement.

En 2014, la mise en œuvre des normes 5, 9, 10, 14 et 21 a été achevée.

En conclusion, l'ensemble des NMCI ont été mise en œuvre, et ce, dans une période relativement chargée suite à la création de la DG incluant la réorganisation des services, l'internalisation des agents de sécurité et l'absence de plusieurs postes de chefs d'Unités.

N°	UNITES	OBJET	TYPE DE PROCEDURE ENVISAGEE	MONTANT ESTIME pour la durée totale du marché ou ATTRIBUE si clôturé	DUREE du contrat	Poste budgétaire	Etat du dossier
1	UT&IS	Acquisition, maintenance et déclassement d'équipements RX et détection métaux - 3 sites	PO	1.600.000	4 ans	2140-08	Attribué
2	UT&IS	Système UGCIS Bxl (gestion des issues de secours)	PR 2 phases	-	Max. 4 ans	2140-08	Annulé
3	UT&IS	Acquisition des fournitures et installation d'équipements de sécurité générale: MUR D'IMAGE. LOT 1 : Consommables	PO	150.000	4 ans	2140-08	Lot 1 attribué, Lot 2 non attribué
		LOT 2 : Equipements liés au système existant (réparation)		0			
4	UT&IS	Extension Radio (bâtiments existants et nouveaux bâtiments Bxl + Lux)	PO	800.000	Ponctuel	2140-08	A l'étude (extension et compatibilité des différents sites)
5	UT&IS	EV'HORA (logiciel de gestion des coffres-forts)	PN 137.1	-	4 ans	2140-08	Annulé, recours à contrat-cadre INLO existant
6	UT&IS	Inspection annuelle obligatoire des appareils à rayons X à BXL	PN 137.2	Max. 15.000	4 ans	2140-08	Lancé
7	UT&IS	Achat et maintenance machine RX à Londres	PN 137.1	40.000	4 ans	2140-08	En préparation
8	UT&IS	Sonorisation : travaux d'extension aux zones non couvertes (BXL ONLY)	PO	700.000	Ponctuel	2140-08	Etude en cours
9	UT&IS	Système d'aide à la reconnaissance des MEPS (Bxl et Str)	A définir	A définir	Ponctuel	2140-08	En suspens
10	UT&IS	Acquisition des fournitures et installation d'équipements de sécurité générale: CCTV (3 lots) LOT 1: Acquisition et installation équip. additionnels	PO	-	4 ans	2140-08	En suspens
		LOT 2 : capacité de stockage		-			
		LOT 3 : serveur de licence pour Lux et STR		-			
11	UT&IS	Sécurisation du local PHS -2B007	A définir	A définir	Ponctuel	2140-08	En suspens
12	UT&IS	iPACS - nouveau système de contrôle d'accès	A définir	A définir	Ponctuel	2140-08	En suspens
13	UT&IS	Maintenance machine RX à Vienne	PN 137.2	3.100	4 ans	2140-08	Attribué
14	UT&IS	Maintenance machine RX à Stockholm	PN 137.2	4.320	4 ans	2140-08	Attribué
15	UT&IS	Achat lecteurs pour postes internalisés à Strasbourg	PN 134.1b	15.350	Ponctuel	2140-08	Attribué
16	UT&IS	Maintenance serrures électroniques	-	-	A définir	2140-08	Annulé, utilisation d'un contrat en cours
17	UT&IS	Sécurisation hémicycle	-	-	Ponctuel	2140-08	Annulé, recours à contrat-cadre existant
18	UT&IS	Services d'études et de consultation spécialisés en matière de sécurité	A définir	A définir	A définir	3200-05	A lancer
19	UT&IS	Maintenance des équipements de pointage des agents Bxl	PN 134.1.b	11.196	1 an	2140-08	Attribué
20	UT&IS + USB	Sécurisation des bâtiments périphériques (Alarme volumétrique) + parlophonie	PO ou PR (à définir)	-	Max. 4 ans	2140-08	Annulé, recours à contrat-cadre existant pour équipement minimal.
21	UT&IS + USB	Alarmes mobiles pour bâtiments périphériques	PN 137.1	-	Ponctuel	2140-08	Annulé
22	ACCR + UT&IS	Consommables pour l'accréditation + "goodies" Unité UT&IS	PO	A définir	4 ans	2140-08	A lancer pour la partie accréditation. 2nde partie 'goodies' annulée
23	ACCR + UT&IS	Imprimantes pour l'accréditation	A définir	A définir	A définir	2140-08	Reporté à 2015
24	USB	Oreillettes et autres matériels pour les agents (holsters and tags)	PO	200.000	4 ans	2140-08	En suspens
25	USB	Services de sécurité/réception au BI d'Edimburgh	PO	250.000	5 ans	2026-04	Attribué
26	USB	Chariots pour bacs xray	PN 137.1	58.050	Ponctuel	2140-08	Attribué
27	DIR B + UT&IS + USB	Système de comptage des personnes à Bxl + STR	PO	A définir	Ponctuel	2140-08	A lancer
28	DIR B	Services de sécurité incendie STR	PO	12.050.000	5 ans	2026-00	Attribué
29	DIR A + UT&IS	Reprogrammation du système de comptage parking à Bxl	A définir	A définir	Ponctuel	2140-08	A l'étude
30	DIR B	Analyse des circuits d'évacuation ASP	PN 137.1	30.000	Ponctuel	3200-06	A lancer
31	DIR B	Sécurité incendie et surveillance externe BXL	PO	11.700.000	Max. 4 ans	2026-00	Lancé
32	RH + USB	Masques/filtres pour particules fines (agents parking)	A définir	-	Ponctuel	2140-08	Annulé
33	DISP	Radios pour agents	PN 137.1	Max. 60.000	Ponctuel	2140-08	A lancer
34	RH	Pins pour agents de sécurité	PN 137.2	-	Ponctuel	2140-08	Annulé - Recours contrat-cadre DG COMM
35	DIR A	Entretien des extincteurs du bureau d'information de Paris	PN 137.2	4.000	Max. 4 ans	2140-08	Lancé
36	DIR A	Petits équipements pour les agents de sécurité STR	PN 137.2	9.966	Ponctuel	2140-08	Attribué

En rouge = new par rapport aux tableaux figurant dans les RP précédents.

UT&IS Unité "Technologies and information security"
 USB Unité "Sécurité Bxl"
 ACCR Unité "Accréditation"
 DIR A Direction A
 DIR B Direction B

PO : ouverte
 PR : restreinte en 2 phases
 PR : restreinte dans le cadre d'un AMI
 PN 137.2 : négociée avec 1 candidat
 PN 137.1 : négociée avec 3 candidats
 PN 134.1.b) : négociée justifiée par exclusivité, propriété intellectuelle

6.10 Tableau des KPI 1er Janvier au 31 Decembre 2014

1.Ensuring the smooth implementation of the Bureau decisions of 20 May and 18 November 2013 setting up a new DG for Security

Goal	Description	Actions/Proposals/Events	Target	Result/Measure	Indicator	Comments
	Population observée: Les agents de prévention et de surveillance pour lesquels le recrutement est clairement défini dans le plan de déploiement de l'internalisation					
1. Disposer du personnel approprié						
a. Taux de réalisation du recrutement	- Ressources humaines nécessaires à l'exécution des missions principales de sécurité	<u>Méthode de calcul:</u> Nombre d'agents prévus dans le plan de déploiement/nombre d'agents recrutés	100%	99% *		*Sur les 207 recrutements prévus, 6 personnes ont renoncé à leur recrutement dans des délais très courts pour pouvoir être remplacés en temps utile. Elles seront recrutées aussitôt que possible.
b. Délais de recrutement	- Calculer la durée nécessaire au remplacement/à la création d'une ressource au sein de la DG	<u>Méthode de calcul:</u> Date vagues d'internalisation/recrutement des personnes pour les vagues concernées	Recrutements des agents endéans les délais prévus dans l'Action Plan.	99,25% *		* Sur le nombre total de recrutements prévus, 2 recrutements ont été retardés pour des raisons propres aux candidats AMI (par ex. durée minimale du préavis à prester auprès de l'ancien employeur).
2. Evaluer la performance du personnel						
a. Taux de couverture du poste de travail	- Mettre en évidence le niveau de couverture des positions sur base des besoins opérationnels identifiés en terme de sécurité	<u>Méthode de calcul:</u> Quotient du nombre d'heures prestées par l'agent par rapport au besoin opérationnel en heures de la position, le tout multiplié par 100.	100%	n.c.		Information actuellement indisponible.
b. Taux d'absentéisme	- Mettre en évidence l'absentéisme des agents	<u>Méthode de calcul:</u> Quotient du nombre de jours de travail perdus par rapport au nombre de jours de travail disponibles, le tout multiplié par 100.	< 5%	3,3%		
3. Evaluer le niveau de professionnalisation de la sécurité						
a. Taux de réalisation des formations spécialisées	- Mesurer le respect de la professionnalisation de la sécurité telle que définie par le Concept Global de sécurité	<u>Méthode de calcul:</u> Quotient du nombre de formations planifiées par rapport au nombre de formations effectuées, le tout multiplié par 100.	100%	100%		
b. Niveau de connaissances/compétences acquises en formation	- Mesurer le taux d'acquisition de connaissances à l'issue de la formation	<u>Méthode de calcul:</u> Moyenne des résultats obtenus au test final (formation incendie uniquement).	> 85%	94,5%		Aucune formation en matière d'incendie ayant été organisée aucun test n'a été effectué.
4. Evaluer la qualité de la planification						
a. Taux d'occupation de la réserve	- Mettre en évidence l'utilisation des effectifs dits de "réserves"	<u>Méthode de calcul:</u> Quotient du nombre d'heures prestées mais non utilisées par les effectifs de réserves par rapport au nombre d'heures totales prestées et utilisées des effectifs de réserves, le tout multiplié par 100.	100%	n.c.		Information actuellement indisponible
b. Taux d'adhérence planning-sécurité	- Mettre en évidence les retards et départs anticipés sur horaire planifié	<u>Méthode de calcul:</u> Quotient du nombre d'arrivées et de départs respectant l'horaire par rapport au nombre total d'arrivées et départs, le tout multiplié par 100.	>98%	99,35%		
5. Evaluer la gestion budgétaire et financière des ressources	Respecter les prévisions de l'Action Plan en ce qui concerne:					
a. Taux d'utilisation des postes 2026-02 et 03 au regard des prévisions de l'Action Plan	- les prestations de sécurité générale	Comparaison des dépenses prévues par l'Action Plan et du budget exécuté	2014: 17.570.138 EUR	2014: 15.984.888 EUR		
b. Taux d'utilisation du postes 1400 et autres au regard des prévisions de l'Action Plan	- les agents de sécurité	Comparaison des dépenses prévues par l'Action Plan et du budget exécuté	2014: 6.506.580 EUR	2014: 6.462.900 EUR		A PERIMETRE et PARAMETRES CONSTANTS i.e. hors dépenses additionnelles liées à ajout de batiments, recrutements anticipés dû aux élections, différence entre niveau de primes pour un total estimé de 2,4meur.

5. Providing State-of-the-art security technologies

Goal	Description	Actions/Proposals/Events	Target	Result/Measure	Indicator	Comments
3. iPACS – project setup and deployment	Project completion and deployment status of the various technologies and sub-projects	Preparing background information/documents for subsequent Bureau decision	Déc 2014	100%		

LEGENDES

-  Les résultats obtenus sont conformes voir supérieurs aux objectifs
-  Les résultats sont partiels mais en bonne voie de réalisation
-  Les résultats obtenus ne sont pas conformes aux objectifs
-  Les données ne sont pas encore disponibles

Target

Results/Measure

5. Evaluer la gestion budgétaire et financière des ressources				
a. Taux d'utilisation des postes 2026-02 et 03 au regard des prévisions de l'Action Plan	2014: 17.570.138 EUR		2014: 15.984.888 EUR	
b. Taux d'utilisation du postes 1400 et autres au regard des prévisions de l'Action Plan	2014: 6.379.000 EUR		2014: 6.079.530 EUR	1400 inclus recrutement anticipé dû aux élections : Bxl +3 mois de 150p= +1.443.150 € et Str: + 3 sem pr 30p= +72.140€ + diff prime niv 3/niv 2= 253.080 € + inclus SQM=685.000€

Target	From Action Plan
02026- 03 (Bruxelles)	3.235.056
	3.538.781
	3.315.000
02026-02 (Strasbourg)	318.699
	2.679.675
	1.482.927
	3.000.000
(Without 2% indexation)	17.570.138
Poste 1400 etc (Bruxelles)	936.000
	1.560.000
	2.340.000
	200.000
	200.000
	675.000
Poste 1400 etc (Strasbourg)	468.000
	6.379.000
Plan d'action salaires pour 1400 (incl 2% index)	6.506.580
In prior version of kpis:	
Poste 1400 etc (Bruxelles)	936.000
	1.560.000
	3.510.000
	200.000
	200.000
	878.400
Poste 1400 etc (Strasbourg)	546.000
	7.830.400

From FINORD	From Resume des dep...
Eng contracte (after CR removed) Bruxelles	7.842.688,93
Eng contracte (after CR removed) Strasbourg	8.142.199,96
	15.984.888,89
Poste 1400 etc (Bruxelles et Strasbourg)	8.532.900
+3 mois de 150 p	2.400.000
+ 3 sem pr 30 p	
diff prime niv 3/niv 2	
SQM	
Training	100.000
Clothes	230.000
	6.462.900

	7.128.889,00	} 8.532.900
	685.000,00	
	719.007,00	
+3 mois de 150 p	1.443.150,00	} 2.400.000
+ 3 sem pr 30 p	72.140,00	
diff prime niv 3/niv 2	253.080,00	
SQM	685.000,00	
	230.000,00	
	100.000,00	
	6.462.900,00	